



RAPPORT FINANCIER 2019 CONSOLIDÉ

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Le 28 avril 2020

Attestation de la trésorière sur le rapport financier consolidé

Aux membres du conseil,

Je soussignée, Jocelyne Montreuil, atteste la véracité du rapport financier consolidé de la Ville de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

La directrice du Service des finances et trésorière,



Jocelyne Montreuil, CPA, CA

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Rosemère**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Rosemère** (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Rosemère** au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Rosemère** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1



Vaudreuil-Dorion,
Le 28 avril 2020

¹ Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	24 982 000	24 976 581	23 757 029
Compensations tenant lieu de taxes	2	536 800	554 818	536 069
Quotes-parts	3			
Transferts	4	511 400	1 044 102	711 548
Services rendus	5	2 200 600	2 267 662	2 158 889
Imposition de droits	6	1 597 000	2 436 644	1 939 212
Amendes et pénalités	7	1 639 000	1 542 851	1 476 263
Revenus de placements de portefeuille	8	74 700	171 856	89 705
Autres revenus d'intérêts	9	104 800	151 985	128 392
Autres revenus	10	128 900	458 001	175 796
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	31 775 200	33 604 500	30 972 903
Charges				
Administration générale	14	4 814 700	4 601 921	4 588 449
Sécurité publique	15	6 556 100	7 053 320	6 300 595
Transport	16	7 494 200	8 006 571	7 385 012
Hygiène du milieu	17	8 121 900	8 269 459	7 282 210
Santé et bien-être	18	432 700	299 438	375 479
Aménagement, urbanisme et développement	19	819 200	908 193	739 059
Loisirs et culture	20	4 802 000	4 580 016	4 761 306
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 147 200	1 043 337	827 239
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	34 188 000	34 762 255	32 259 349
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 412 800)	(1 157 755)	(1 286 446)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		64 729 249	66 015 695
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		64 729 249	66 015 695
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		63 571 494	64 729 249

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 927 675	4 056 855
Débiteurs (note 5)	2	9 413 191	11 526 483
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	96 914	140 503
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	16 437 780	15 723 841
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 514 557	6 186 831
Revenus reportés (note 12)	12	231 066	229 037
Dette à long terme (note 13)	13	33 504 160	30 708 071
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 126 253	1 089 130
	15	40 376 036	38 213 069
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(23 938 256)	(22 489 228)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	86 621 452	86 352 297
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	399 059	399 059
Stocks de fournitures	19	437 435	419 293
Autres actifs non financiers (note 17)	20	51 804	47 828
	21	87 509 750	87 218 477
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	63 571 494	64 729 249

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 412 800)	(1 157 755)	(1 286 446)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	11 615 200 ) (	4 681 588 ) (	7 136 702)
Produit de cession	3		84 973	92 214
Amortissement	4	4 483 800	4 412 433	4 315 589
(Gain) perte sur cession	5		(84 973)	(26 901)
Réduction de valeur / Reclassement	6			(328 500)
	7	(7 131 400)	(269 155)	(3 084 300)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			328 500
Variation des stocks de fournitures	9		(18 142)	(80 800)
Variation des autres actifs non financiers	10		(3 976)	90 956
	11		(22 118)	338 656
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(9 544 200)	(1 449 028)	(4 032 090)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(22 489 228)	(18 457 138)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(22 489 228)	(18 457 138)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(23 938 256)	(22 489 228)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 157 755)	(1 286 446)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 412 433	4 315 589
Autres			
- Gain sur disposition	3	(84 973)	(26 901)
- Variation de la JV placement	4	40 694	30 423
	5	3 210 399	3 032 665
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 113 292	431 342
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(672 274)	(1 898 846)
Revenus reportés	9	2 029	6 137
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	37 123	(93 969)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(18 142)	(80 800)
Autres actifs non financiers	13	(3 976)	90 959
	14	4 668 451	1 487 488
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 681 588)	(7 136 702)
Produit de cession	16	84 973	92 214
	17	(4 596 615)	(7 044 488)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(62 341)	(47 678)
Remboursement ou cession	19	65 236	2 364
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	2 895	(45 314)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	12 405 000	7 904 833
Remboursement de la dette à long terme	24	(9 542 165)	(4 203 945)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(66 746)	(10 156)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 796 089	3 690 732
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	2 870 820	(1 911 582)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 056 855	5 968 437
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 056 855	5 968 437
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	6 927 675	4 056 855

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rosemère (la Ville) est un organisme municipal existant en vertu de la *Loi sur les cités et villes* de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S-15, S23-1, S23-2 et S23-3.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

s.o.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des partenariats suivants selon les proportions indiquées :

	Quotes-parts 2019	Quotes-parts 2018
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine (RIAERL)		
Activités de l'exercice :	64,85 %	64,87 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	58,73 %	58,71 %
 Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB)		
Activités de l'exercice :	21,87 %	22,33 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	22,38 %	22,43 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Rosemère, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs financiers et les actifs non financiers sont comptabilisés selon les méthodes comptables suivantes :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 - 40 ans
Bâtiments	10 - 40 ans
Améliorations locatives	Durée restante de l'entente
Véhicules	5 - 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 - 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	4 - 20 ans
Autres	5 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et compensations tenant lieu de taxes concernant les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créiteurs et charges à payer pour des cotisations dues, non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'administration municipale et la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB) est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour les employés de l'administration municipale et de la RIPTB, en plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent également les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'administration municipale et de la RIPTB en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode de la valeur marchande pour la RIPTB et selon la méthode de la valeur marchande pour le volet courant et de la valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur pour l'administration municipale.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux, en prenant en considération tous les régimes, capitalisés ou non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futurs pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquels la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Pour l'administration municipale

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régimes de retraite à prestations déterminés : amorti à 100 % en 2019;

· pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

Pour la RIPTB

- Avantages sociaux futurs :

- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestation déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

Pour la RIAERL

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 927 675	4 056 855
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 2 000 000	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 6 927 675	4 056 855
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 917 986	393 166
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 5 405 200	675 900
Note		
Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composées des éléments suivants:		
- Fonds de parc et terrain de jeux: 187 816 \$		
- Fonds d'oeuvre d'art: 8 437 \$		
- Fonds de roulement: 168 639 \$		
- Fonds de stationnement: 14 566 \$		
- Fonds de stabilisation de dépenses: 477 605 \$		
- Fonds d'infrastructures: 2 060 923 \$		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 840 486	675 581
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 1 214	1 214
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 5 457 007	6 108 174
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 137 150	1 332 775
Organismes municipaux	15 703 637	1 002 911
Autres		
- Amendes et frais de cour	16 702 257	603 188
- Mutations et autres	17 1 571 440	1 802 640
	18 9 413 191	11 526 483
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 4 304 257	4 459 319
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21 280 100	303 400
	22 4 584 357	4 762 719
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 296 537	333 964
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	
Note	
<hr/>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	96 914	140 503
Autres placements	31		
	32	96 914	140 503
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	(2 963)	(2 364)

Note

Les placements à titre d'investissement correspondent aux quotes-parts versées annuellement par l'administration municipale et par la RIPTB au fonds collectif de franchise d'assurance.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(464 053)	(471 130)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(662 200)	(618 000)
	37	<u>(1 126 253)</u>	<u>(1 089 130)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 121 523	1 085 826
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	64 400	61 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	45 681	40 340
	43	<u>1 231 604</u>	<u>1 187 166</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019**2018****10. Emprunts temporaires**Ville de Rosemère

La Ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2019, la marge de crédit n'est pas utilisée.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine

La RIAERL a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 50 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2019, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La RIPTB bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000\$ portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus, une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000\$ est aussi disponible. Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 651 747	2 230 942
Salaires et avantages sociaux	48	1 230 316	1 260 310
Dépôts et retenues de garantie	49	1 059 538	1 786 289
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	169 449	129 178
- Autres courus et passifs	54	1 403 507	780 112
-	55		
-	56		
-	57		
	58	5 514 557	6 186 831

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	187 816	187 816
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Inscriptions loisirs et autres	68	43 250	41 221
-	69		
-	70		
-	71		
	72	231 066	229 037

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

							2019	2018
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,70	3,20	2020	2025	73		33 789 156	30 926 321
Obligations et billets en monnaies étrangères					74			
Gains (pertes) de change reportés					75			
					76			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77			
Organismes municipaux					78			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79			
Autres					80			
					81		33 789 156	30 926 321
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(284 996)	(218 250)	
					83		33 504 160	30 708 071

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2019	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2020	84	92	7 171 939	100	109		117	7 171 939
2021	85	93	5 436 226	101	110		118	5 436 226
2022	86	94	5 469 174	102	111		119	5 469 174
2023	87	95	6 891 111	103	112		120	6 891 111
2024	88	96	8 790 332	104	113		121	8 790 332
2025 et +	89	97	30 374	105	114		122	30 374
	90	98	33 789 156	106	115		123	33 789 156
Intérêts et frais accessoires				107	()		124	()
	91	99	33 789 156	108	116		125	33 789 156

Note

				2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)					
Revenant à (à la charge de)					
L'organisme municipal			126	(23 938 256)	(22 489 228)
Tiers					
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes			127	()	()
Autres			128	()	()
			129	(23 938 256)	(22 489 228)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	36 733 689	158	791 602	185		212	37 525 291
Eaux usées	131	33 821 634	159	1 661 180	186		213	35 482 814
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	45 078 048	160	828 639	187		214	45 906 687
Autres	133	17 661 526	161	482 025	188		215	18 143 551
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	21 205 850	163	112 212	190		217	21 318 062
Améliorations locatives	136	115 818	164	2 567	191	16 793	218	101 592
Véhicules	137	3 196 969	165	374 540	192	41 250	219	3 530 259
Ameublement et équipement de bureau	138	4 075 597	166	116 808	193	26 766	220	4 165 639
Machinerie, outillage et équipement divers	139	7 197 854	167	87 875	194	157 616	221	7 128 113
Terrains	140	3 557 950	168		195		222	3 557 950
Autres	141	190 460	169		196		223	190 460
	142	<u>172 835 395</u>	170	<u>4 457 448</u>	197	<u>242 425</u>	224	<u>177 050 418</u>
Immobilisations en cours	143	240 011	171	224 140	198		225	464 151
	144	<u>173 075 406</u>	172	<u>4 681 588</u>	199	<u>242 425</u>	226	<u>177 514 569</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	15 938 431	173	848 181	200		227	16 786 612
Eaux usées	146	13 977 075	174	711 118	201		228	14 688 193
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	25 524 165	175	885 893	202		229	26 410 058
Autres	148	10 253 657	176	725 597	203		230	10 979 254
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	9 461 106	178	514 122	205		232	9 975 228
Améliorations locatives	151	64 872	179	11 711	206	16 793	233	59 790
Véhicules	152	1 946 427	180	268 927	207	41 250	234	2 174 104
Ameublement et équipement de bureau	153	3 700 938	181	114 777	208	26 766	235	3 788 949
Machinerie, outillage et équipement divers	154	5 665 978	182	332 107	209	157 616	236	5 840 469
Autres	155	190 460	183		210		237	190 460
	156	<u>86 723 109</u>	184	<u>4 412 433</u>	211	<u>242 425</u>	238	<u>90 893 117</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>86 352 297</u>					239	<u>86 621 452</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	399 059	399 059
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253	399 059	399 059
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	399 059	399 059
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	51 804	47 828
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	51 804	47 828
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2019, la Ville et la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville se sont engagée en vertu de contrats, à verser un montant total de 29 487 540 \$.

Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochaines années sont les suivants :

2020 - 7 107 210 \$	2023 - 1 211 456 \$
2021 - 2 044 328 \$	2024 - 1 164 552 \$
2022 - 1 790 195 \$	

19. Droits contractuels

Au 31 décembre 2019, la Ville et la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ont signé des baux et des ententes ayant des échéances entre 2021 et 2038. Les revenus locatifs estimatifs et le remboursement des salaires réels tel que prévu aux ententes s'élèvent à 756 360 \$ et se détaillent ainsi :

2020 - 97 984 \$
2021 - 87 265 \$
2022 - 43 882 \$
2023 - 52 101 \$
2024 - 58 269 \$
2025 et suivantes - 416 859 \$

20. Passifs éventuels

.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
	262		

s.o.

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2019, les réclamations pendantes s'élèvent à 1 000 000 \$. Une provision de 570 000 \$ à été comptabilisée.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: les indemnités des polices d'assurance, la provision pour réclamations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d) Autres

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité visant la Loi 15 sur les régimes de retraite ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente la combinaison du budget initial adopté par le Conseil municipal reclassé pour fins de comparaison et des budgets adoptés par la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine et par la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

26. Évènements postérieurs à la date du bilan

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 28 avril 2020, l'entité a adopté plusieurs mesures de prévention qui comprennent notamment le maintien des services essentiels et la fermeture d'accès, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives et aux bâtiments municipaux et administratifs. Elle a notamment annulé ou reporté plusieurs activités et événements de sa programmation printanière et estivale. La Ville a également annulé les intérêts sur les créances à recevoir pour la période du 13 mars 2020 au 1er juin 2020.

La crise liée à cette pandémie aura possiblement des incidences financières qui pourraient affecter temporairement les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats consolidés futurs.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	23 757 029	24 982 000	24 976 581			24 976 581
Compensations tenant lieu de taxes	2	536 069	536 800	554 818			554 818
Quotes-parts	3					5 312 273	
Transferts	4	539 260	482 800	790 184		35 626	825 810
Services rendus	5	2 078 346	2 251 600	2 136 180		277 004	2 267 662
Imposition de droits	6	1 939 212	1 597 000	2 436 644			2 436 644
Amendes et pénalités	7	655 369	846 300	732 698		810 153	1 542 851
Revenus de placements de portefeuille	8	89 705	60 000	171 856			171 856
Autres revenus d'intérêts	9	97 338	100 000	110 034		41 951	151 985
Autres revenus	10	81 019		174 992		253 901	428 893
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	29 773 347	30 856 500	32 083 987		6 730 908	33 357 100
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	125 544		218 292			218 292
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	9 758		16 125			16 125
Autres	18	9 489		12 983			12 983
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	144 791		247 400			247 400
	21	29 918 138	30 856 500	32 331 387		6 730 908	33 604 500
Charges							
Administration générale	22	4 419 032	4 636 800	4 434 375	167 546		4 601 921
Sécurité publique	23	5 373 570	5 418 200	5 866 799	715	5 524 658	7 053 320
Transport	24	6 046 013	6 110 600	6 677 478	1 329 093		8 006 571
Hygiène du milieu	25	5 648 205	6 450 600	6 375 947	1 690 675	1 321 780	8 269 459
Santé et bien-être	26	375 479	432 700	299 438			299 438
Aménagement, urbanisme et développement	27	710 884	792 900	878 511	29 682		908 193
Loisirs et culture	28	3 990 458	4 005 500	3 813 132	766 884		4 580 016
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	748 236	1 033 700	935 444		107 893	1 043 337
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	3 896 378	4 026 200	3 984 595	(3 984 595)		
	33	31 208 255	32 907 200	33 265 719		6 954 331	34 762 255
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(1 290 117)	(2 050 700)	(934 332)		(223 423)	(1 157 755)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 290 117)	(2 050 700)	(934 332)	(223 423)	(1 157 755)
Moins: revenus d'investissement	2	(144 791)	()	(247 400)	()	(247 400)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 434 908)	(2 050 700)	(1 181 732)	(223 423)	(1 405 155)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	3 896 378	4 026 200	3 984 595	427 838	4 412 433
Produit de cession	5	85 861		81 335	3 638	84 973
(Gain) perte sur cession	6	(26 611)		(81 335)	(3 638)	(84 973)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(328 500)				
	8	3 627 128	4 026 200	3 984 595	427 838	4 412 433
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10	328 500				
	11	328 500				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			59 103		59 103
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				3 171	3 171
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	30 423	25 000	40 694	2 963	43 657
	15	30 423	25 000	99 797	6 134	105 931
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			230 000		230 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 409 555)	(2 765 000)	(3 089 125)	(144 748)	(3 233 873)
	18	(2 409 555)	(2 765 000)	(2 859 125)	(144 748)	(3 003 873)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(117 803)	(44 200)	(71 237)	(27 268)	(98 505)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	875 000	700 000	700 000	302 297	1 002 297
Réserves financières et fonds réservés	22	(84 954)	64 700	216 520		216 520
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	22 293	44 000	(356 572)	(33 740)	(390 312)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	694 536	764 500	488 711	241 289	730 000
	26	2 271 032	2 050 700	1 713 978	530 513	2 244 491
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	836 124		532 246	307 090	839 336

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	144 791	247 400			247 400
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(58 898)	(122 980)	()	()	(122 980)
Sécurité publique	3	(212 103)	()	(137 906)	()	(137 906)
Transport	4	(514 431)	(1 727 373)	()	()	(1 727 373)
Hygiène du milieu	5	(5 796 227)	(2 523 651)	(16 439)	()	(2 540 090)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(51 695)	(19 178)	()	()	(19 178)
Loisirs et culture	8	(354 754)	(134 061)	()	()	(134 061)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(6 988 108)	(4 527 243)	(154 345)	()	(4 681 588)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	12	(44 102)	(59 537)	(2 804)	()	(62 341)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	7 000 100	6 048 509			6 048 509
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	117 803	71 237	27 268		98 505
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			797		797
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	352 675	214 800			214 800
	18	470 478	286 037	28 065		314 102
	19	438 368	1 747 766	(129 084)		1 618 682
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	583 159	1 995 166	(129 084)		1 866 082

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 259 326	5 535 904	1 391 771	6 927 675
Débiteurs (note 5)	2	10 870 834	8 968 314	669 673	9 413 191
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	131 655	91 395	5 519	96 914
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	13 261 815	14 595 613	2 066 963	16 437 780
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 462 818	4 937 167	802 186	5 514 557
Revenus reportés (note 12)	12	229 037	231 066		231 066
Dette à long terme (note 13)	13	29 820 283	33 137 983	366 177	33 504 160
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	541 000	582 200	544 053	1 126 253
	15	36 053 138	38 888 416	1 712 416	40 376 036
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(22 791 323)	(24 292 803)	354 547	(23 938 256)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	81 743 223	82 285 871	4 335 581	86 621 452
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	399 059	399 059		399 059
Stocks de fournitures	19	419 293	437 435		437 435
Autres actifs non financiers (note 17)	20	17 662	24 020	27 784	51 804
	21	82 579 237	83 146 385	4 363 365	87 509 750
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 022 823	2 057 470	874 552	2 932 022
Excédent de fonctionnement affecté	23	915 754	565 754	166 077	731 831
Réserves financières et fonds réservés	24	2 002 919	2 731 160		2 731 160
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(485 367)	(128 795)	(268 184)	(396 979)
Financement des investissements en cours	26	(2 213 002)	(229 798)	(100 594)	(330 392)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	56 544 787	53 857 791	4 046 061	57 903 852
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	59 787 914	58 853 582	4 717 912	63 571 494

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	7 214 500	7 273 314	11 012 369	10 328 734
Charges sociales	2	2 092 000	1 976 650	2 934 009	2 859 245
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3		17 294	17 294	
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	997 700	1 131 739	2 118 734	1 887 475
Autres biens et services	6	9 512 200	9 421 529	9 910 822	8 924 317
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	902 300	791 735	802 558	611 984
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	112 400	116 709	121 618	144 564
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	19 000	27 000	119 161	70 691
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	7 621 200	8 059 718	2 747 445	2 259 269
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	409 700	465 436	493 511	617 912
Amortissement des immobilisations	17	4 026 200	3 984 595	4 412 433	4 315 589
Autres					
- Provisions et autres	18			72 301	239 569
-	19				
-	20				
	21	32 907 200	33 265 719	34 762 255	32 259 349

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 932 022	3 843 536
Excédent de fonctionnement affecté	2	731 831	1 124 653
Réserves financières et fonds réservés	3	2 731 160	2 002 919
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(396 979)	(787 052)
Financement des investissements en cours	5	(330 392)	(2 184 439)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	57 903 852	60 729 632
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	63 571 494	64 729 249
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 057 470	3 022 823
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	874 552	820 713
	11	2 932 022	3 843 536
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Équilibre budgétaire	12	516 077	700 000
- Transport en commun	13	207 754	207 754
- Autres	14	8 000	8 000
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	731 831	915 754
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Équilibre budgétaire	22		208 899
-	23		
-	24		
	25		208 899
	26	731 831	1 124 653
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve pour oeuvres d'art	27	8 437	
- Réserve pour infrastructures	28	2 060 923	1 343 670
- Réserve de stabilisation	29	477 605	132 700
-	30		
-	31		
	32	2 546 965	1 476 370
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	168 639	47 778
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	990	464 205
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	14 566	14 566
-	46		
	47	184 195	526 549
	48	2 731 160	2 002 919

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (179 000) ()	(179 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (118 006) ()	(134 994)
Autres	52 (149 717) ()	(324 986)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (190 000) ()	(190 000)
	54 (636 723) ()	(828 980)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (636 723) ()	(828 980)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 (461) ()	(2 705)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 (461) ()	(2 705)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ((10 205)) ()	((44 633))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 ((10 205)) ()	((44 633))
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 230 000	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 230 000	
	81 (396 979) ()	(787 052)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	1 799 835	1 860 615
Investissements à financer	83 (	2 130 227 ) (	4 045 054)
	84	(330 392)	(2 184 439)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	86 621 452	86 352 297
Propriétés destinées à la revente	86	399 059	399 059
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	96 914	140 503
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	87 117 425	86 891 859
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	87 117 425	86 891 859
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	33 504 160 ) (	30 708 071)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	284 996 ) (	218 250)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	4 584 357	4 762 887
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		10 306
	98 (	29 204 799 ) (	26 153 128)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	8 774 ) (	9 099)
	100 (	29 213 573 ) (	26 162 227)
	101	57 903 852	60 729 632

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de l'administration municipale et le régime de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB) sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec* (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération ou de la moyenne des huit meilleures années de rémunération pour certains employés de la RIPTB. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé et la période de services rendus. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente de l'administration municipale des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2017.

L'évaluation actuarielle la plus récente de la Régie intermunicipale Thérèse-De Blainville des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2017 et la prochaine évaluation devrait être effectuée en date du 31 décembre 2020.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la "Loi"). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (471 130)	(610 098)
Charge de l'exercice	4 (1 121 523)	(1 085 826)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 128 600	1 224 794
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(464 053)</u>	<u>(471 130)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 41 156 521	37 168 951
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>42 521 184</u>)	(<u>39 007 424</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 364 663)	(1 838 473)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>900 610</u>	<u>1 367 343</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (464 053)	(471 130)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(464 053)</u>	<u>(471 130)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>16 994 522</u>	<u>37 168 952</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>18 359 184</u>)	(<u>39 007 424</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>1 364 662</u>)	(<u>1 838 472</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 839 314	1 835 388
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u> </u>	<u>29 000</u>
	20 1 839 314	1 864 388
Cotisations salariales des employés	21 (991 845)	(935 525)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 847 469	928 863
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 178 002	107 189
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	26
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	28
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	29	30
Variation de la provision pour moins-value	31	32
Autres	33	34
-	35	36
-	37	38
Charge de l'exercice excluant les intérêts	39 <u>1 025 471</u>	<u>1 036 052</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	40 <u>2 132 880</u>	<u>2 082 487</u>
Rendement espéré des actifs	41 (<u>2 036 828</u>)	(<u>2 032 713</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	42 <u>96 052</u>	<u>49 774</u>
Charge de l'exercice	43 <u>1 121 523</u>	<u>1 085 826</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 3 676 455	(395 044)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 036 828)	(2 032 713)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 639 627	(2 427 757)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 308 896	1 413 385
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 809 330	1 742 986
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 41 380 522	21 419 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 644 063	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,53 %	5,67 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,67 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53 <u>1</u>	54 <u> </u>
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
Les employés de l'administration municipale bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite qui comprennent notamment l'assurance-vie et la couverture de soins de santé.		
	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (618 000)	(573 000)
Charge de l'exercice	56 (64 400)	(61 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 20 200	16 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(662 200)</u>	<u>(618 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (627 000)	(591 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (627 000)	(591 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (35 200)	(27 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (662 200)	(618 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(662 200)</u>	<u>(618 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (627 000)	(591 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (627 000)	(591 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 41 400	40 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 <u>41 400</u>	<u>40 000</u>
Cotisations salariales des employés	72 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	74 ()	()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	75 41 400	40 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	76 1 000	1 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	77	
Variation de la provision pour moins-value	78	
	79	
	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>42 400</u>	<u>41 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>22 000</u>	<u>20 000</u>
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>22 000</u>	<u>20 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>64 400</u>	<u>61 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 7 200	
Prestations versées au cours de l'exercice	92 20 200	16 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 10	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,80 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,88 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,00 %	5,63 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 040	2 036
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	13
	13	11

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>13 555</u>	<u>11 976</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	45 681	40 340
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>45 681</u>	<u>40 340</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2019	2019	2019	2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	17 990 100	17 952 168	17 523 479
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 897 200	2 896 476	2 301 656
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	20 887 300	20 848 644	19 825 135
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 885 100	1 893 848	1 697 213
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 655 000	1 682 038	1 593 171
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	80 000	75 606	76 685
Service de la dette	18	474 600	476 445	564 825
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	4 094 700	4 127 937	3 931 894
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	4 094 700	4 127 937	3 931 894
	27	24 982 000	24 976 581	23 757 029

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	80 100	82 106	79 171
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	456 700	472 712	456 898
	36	536 800	554 818	536 069
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	536 800	554 818	536 069
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	536 800	554 818	536 069

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			18 826
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	12 000	12 000	
Autres	57	211 713	236 599	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	10 200	10 192	22 315
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	3 100	21 527	6 246
Réseau de distribution de l'eau potable	69	73 700	76 112	72 235
Traitement des eaux usées	70		4 909	17 979
Réseaux d'égout	71	24 600	26 202	22 446
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	115 000	154 398	156 636
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	600	1 102	1 077
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	14 300	18 495	22 782
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	56 300	59 629	59 617
Autres	89		3 150	
Réseau d'électricité	90			
	91	297 800	594 520	400 159

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	109 146	109 146	62 772
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	109 146	109 146	62 772
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	218 292	218 292	125 544

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	185 000	195 664	195 664
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138		5 831	9 939
	139	185 000	195 664	201 495
TOTAL DES TRANSFERTS	140	482 800	1 008 476	1 044 102

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	160 000	106 408	120 999
Évaluation	142			
Autres	143	238 100	263 759	111 582
	144	398 100	370 167	232 581
Sécurité publique				
Police	145	50 000	7 095	72 239
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	50 000	7 095	72 239
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	1 335 300	1 308 987	1 210 597
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159	16 100	16 908	16 908
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	1 351 400	1 325 895	1 210 597
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	1 799 500	1 703 157	1 515 417

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	76 600	60 271	64 808
	186	76 600	60 271	64 808
Sécurité publique				
Police	187			174 846
Sécurité incendie	188			
Sécurité civile	189			
Autres	190	11 000	16 176	14 038
	191	11 000	16 176	188 884
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199	10 500	6 000	6 292
	200	10 500	6 000	6 292
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210	13 200	7 120	15 350
	211	13 200	7 120	15 350
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219	29 000	30 800	22 100
	220	29 000	30 800	22 100
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221			
Activités culturelles				
Bibliothèques	222			
Autres	223	311 800	312 656	346 038
	224	311 800	312 656	346 038
Réseau d'électricité	225			
	226	452 100	433 023	643 472
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	2 251 600	2 136 180	2 158 889

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	115 000	139 053	178 110
Droits de mutation immobilière	229	1 482 000	2 297 591	1 761 102
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	1 597 000	2 436 644	1 939 212
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	846 300	732 698	1 476 263
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234	60 000	171 856	89 705
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	100 000	110 034	128 392
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		81 335	26 901
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		16 125	16 758
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242		12 983	9 489
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		93 657	122 648
	245		204 100	175 796
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	447 600	469 876	15 068	484 944	484 944	469 353
Greffe et application de la loi	2	1 036 800	910 891	30 134	941 025	941 025	1 159 560
Gestion financière et administrative	3	1 877 500	1 738 821	78 716	1 817 537	1 788 275	1 686 963
Évaluation	4	197 300	233 833	8 371	242 204	242 204	252 330
Gestion du personnel	5	385 900	387 780	13 493	401 273	430 535	451 481
Autres							
- Communications	6	637 200	641 123	21 764	662 887	662 887	515 995
- Santé social	7	54 500	52 051		52 051	52 051	52 767
	8	4 636 800	4 434 375	167 546	4 601 921	4 601 921	4 588 449
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 505 300	4 431 660		4 431 660	5 604 085	5 358 484
Sécurité incendie	10	836 500	896 600		896 600	896 600	912 985
Sécurité civile	11	1 500	398 648	715	399 363	395 783	2 098
Autres	12	74 900	139 891		139 891	156 852	27 028
	13	5 418 200	5 866 799	715	5 867 514	7 053 320	6 300 595
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 694 200	2 441 048	1 179 183	3 620 231	3 620 231	3 579 797
Enlèvement de la neige	15	1 074 800	1 337 571	42 675	1 380 246	1 380 246	1 296 275
Éclairage des rues	16	268 100	215 544		215 544	215 544	269 662
Circulation et stationnement	17	134 100	245 547		245 547	245 547	111 373
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 937 100	2 435 605	107 235	2 542 840	2 542 840	2 124 454
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	2 300	2 163		2 163	2 163	3 451
	22	6 110 600	6 677 478	1 329 093	8 006 571	8 006 571	7 385 012

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 678 400	1 783 236	405 134	2 188 370	2 139 237	2 047 766
Réseau de distribution de l'eau potable	24	449 100	457 189	565 255	1 022 444	1 022 444	915 819
Traitement des eaux usées	25	976 800	952 854		952 854	1 204 824	1 031 115
Réseaux d'égout	26	877 500	860 909	682 276	1 543 185	1 543 185	1 245 419
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	290 400	288 934		288 934	288 934	280 928
Élimination	28	216 500	199 613		199 613	199 613	206 542
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	349 600	268 729		268 729	268 729	263 804
Tri et conditionnement	30	411 800	481 401		481 401	481 401	399 277
Matières organiques							
Collecte et transport	31	261 300	269 863	38 010	307 873	307 873	291 755
Traitement	32	149 200	129 400		129 400	129 400	108 611
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	777 400	671 750		671 750	671 750	478 465
Autres	39	12 600	12 069		12 069	12 069	12 709
	40	6 450 600	6 375 947	1 690 675	8 066 622	8 269 459	7 282 210
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	396 800	265 141		265 141	265 141	344 864
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	35 900	34 297		34 297	34 297	30 615
	44	432 700	299 438		299 438	299 438	375 479
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	762 900	838 091	29 682	867 773	867 773	709 059
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						
Tourisme	49						
Autres	50	30 000	40 420		40 420	40 420	30 000
Autres	51						
	52	792 900	878 511	29 682	908 193	908 193	739 059

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	556 100	494 561	131 241	625 802	625 802	636 906
Patinoires intérieures et extérieures	54	637 500	578 369	158 871	737 240	737 240	753 756
Piscines, plages et ports de plaisance	55	182 000	183 522	48 352	231 874	231 874	242 857
Parcs et terrains de jeux	56	954 500	954 250	255 575	1 209 825	1 209 825	1 316 372
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	183 200	197 600	55 259	252 859	252 859	242 808
Autres	59	167 800	160 428		160 428	160 428	168 170
	60	2 681 100	2 568 730	649 298	3 218 028	3 218 028	3 360 869
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	139 000	114 654	43 411	158 065	158 065	183 479
Bibliothèques	62	1 138 000	1 098 570	60 361	1 158 931	1 158 931	1 141 163
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	47 400	31 178	13 814	44 992	44 992	75 795
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	1 324 400	1 244 402	117 586	1 361 988	1 361 988	1 400 437
	67	4 005 500	3 813 132	766 884	4 580 016	4 580 016	4 761 306
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	916 300	810 412		810 412	825 590	661 491
Autres frais	70	98 400	98 032		98 032	98 586	95 057
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	19 000	27 000		27 000	118 052	69 774
Autres	72					1 109	917
	73	1 033 700	935 444		935 444	1 043 337	827 239
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		4 026 200	3 984 595	(3 984 595)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 777 225	777 225	52 439
	Usines de traitement de l'eau potable	2		9 921
	Usines et bassins d'épuration	3	16 439	16 770
	Conduites d'égout	4 1 737 472	1 737 472	5 690 618
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 826 829	826 829	89 561
	Ponts, tunnels et viaducs	7 63 975	63 975	29 906
	Systèmes d'éclairage des rues	8 409 092	409 092	4 704
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10 64 875	64 875	272 472
	Autres infrastructures	11 19 495	19 495	21 125
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13 95 087	95 087	255 772
	Édifices communautaires et récréatifs	14 17 125	17 125	19 903
	Améliorations locatives	15	2 568	10 291
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17 293 602	374 541	375 769
	Ameublement et équipement de bureau	18 72 928	114 278	172 023
	Machinerie, outillage et équipement divers	19 149 538	162 587	115 428
	Terrains	20		
	Autres	21		
		22 4 527 243	4 681 588	7 136 702

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23 777 225	777 225	52 439
	Usines de traitement de l'eau potable	24		9 921
	Usines et bassins d'épuration	25	16 439	16 770
	Conduites d'égout	26 1 737 472	1 737 472	5 690 618
	Autres infrastructures	27 1 384 266	1 384 266	417 768
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations	33 628 280	766 186	949 186
		34 4 527 243	4 681 588	7 136 702

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1	10 306		10 306	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	464 197		463 213	984
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 227 042		450 390	776 652
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	24 462 057	6 278 509	2 313 403	28 427 163
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	26 163 602	6 278 509	3 237 312	29 204 799
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 459 319	721 291	876 353	4 304 257
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	303 400		23 300	280 100
	12	4 762 719	721 291	899 653	4 584 357
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	4 762 719	721 291	899 653	4 584 357
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	4 762 719	721 291	899 653	4 584 357
	19	30 926 321	6 999 800	4 136 965	33 789 156
Dette en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	30 926 321	6 999 800	4 136 965	33 789 156

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	33 421 000
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 022 665
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 600 990
--	---	-----------

Débiteurs	9	4 510 594
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 349 175
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	27 982 906
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	385 984
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	28 368 890
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	131 555
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	1 869 464
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	30 369 909
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	30 369 909
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	109 800	106 922	105 403
Sécurité publique				
Police	4	4 316 500	4 310 286	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 709 000	2 207 652	1 696 851
Autres	10	2 300	2 163	3 451
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 037 300	1 004 041	15 152
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	12 600	12 069	12 709
Santé et bien-être				
Logement social	16	184 800	176 660	181 187
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	77 900	76 297	72 775
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	167 800	160 428	168 170
Activités culturelles	23	3 200	3 200	3 571
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 621 200	8 059 718	2 259 269

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1	72 724	83 570
Charges sociales	2	21 343	17 157
Biens et services	3	4 433 176	6 887 381
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 527 243	6 988 108

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	21,73	35,00	42 103,00	2 207 432	602 027	2 809 459
Professionnels	2						
Cols blancs	3	41,81	35,00	78 992,00	2 408 404	656 838	3 065 242
Cols bleus	4	30,72	40,00	65 493,00	2 409 554	657 152	3 066 706
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
Élus	8	94,26		186 588,00	7 025 390	1 916 017	8 941 407
	9	7,00			320 648	81 976	402 624
	10	101,26			7 346 038	1 997 993	9 344 031

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	21 527				21 527
Réseau de distribution de l'eau potable	13	76 112	109 146			185 258
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	26 202	109 146			135 348
Autres	16	644 268			22 075	666 343
	17	768 109	218 292		22 075	1 008 476

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	46 397	47 143
	4	46 397	47 143
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	215 438	201 885
Enlèvement de la neige	11	352	541
Autres	12	4 258	3 378
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	220 048	205 804
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	74 675	70 299
Réseau de distribution de l'eau potable	17	160 786	152 262
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	297 309	147 275
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	12 750	14 491
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	545 520	384 327
Santé et bien-être			
Logement social	27	78	96
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	78	96
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	4 522	4 182
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	4 522	4 182
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	35 661	32 005
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	83 218	74 679
Autres	38		
	39	118 879	106 684
Réseau d'électricité			
	40		
	41	935 444	748 236

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Éric Westram	94 191	16 767
Stéphanie Nantel	26 187	13 094
Hélène Akzam	24 969	12 484
René Villeneuve	26 449	13 250
Melissa Monk	24 766	12 383
Marie-Hélène Fortin	25 984	12 992
Philip Pamet-Raymond	27 035	13 517

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	800 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	\$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	358 514 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI

NON

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____ 2019-10-390

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2019-10-15

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la **Ville de Rosemère**

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de Rosemère** (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Vaudreuil-Dorion,
Le 18 avril 2019

¹ Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	24 976 581
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 474 645
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	75 606
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>18 426 330</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	2 656 764 700
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>2 657 644 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>2 657 204 800</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14

	0
--	---

 ,

6	9	3	4
---	---	---	---

 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	21 360 100
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	170 010
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	21 530 110

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 873 600
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 768 100
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	80 000
Service de la dette	18	317 090
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 038 790
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 038 790
	27	25 568 900

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	82 900
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	469 400
	9	552 300

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	552 300

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	552 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 110 369 582	X 5 0,5409	/100\$ 6 11 414 989				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 567 116 964	X 11 1,7314	/100\$ 12 9 819 063				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 11 651 692	X 20 1,0818	/100\$ 21 126 048				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 21 360 100	26 ()	27 ()	28	29 21 360 100
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 110 369 582	X 5 0,0043	/100\$ 6 90 746				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 567 116 964	X 11 0,0138	/100\$ 12 78 262				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 11 651 692	X 20 0,0086	/100\$ 21 1 002				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 170 010	26 ()	27 ()	28	29 170 010

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ()	63 ()	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 7 9	,	0 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	3 3 1	,	0 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau au compteur	1,1483	7	Mètres cubes
Amélioration locale		7	Divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	25 568 900
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 804 767
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	80 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	18 684 133

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 2 689 138 238

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 0 , 6 | 9 | 4 | 8 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	9 896 400			127 000		
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	63 360					
Autres	5	728 700					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	10 688 460			127 000		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	11 506 710			21 530 110
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	253 730			317 090
Autres	13	2 913 000			3 641 700
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	14 673 440			25 488 900

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27 _____	2019-12-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>29 587 800 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>2 638 600 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>946 600 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>350 000 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jocelyne Montreuil , atteste que le rapport financier consolidé de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-11.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Rosemère.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rosemère consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Rosemère détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-30 08:26:35

Date de transmission au Ministère :